

SOUS TOUTES RÉSERVES

PAR COURRIEL

Le 28 février 2022

M. Emmanuel Phaneuf
RAYMOND CHABOT ADMINISTRATEUR PROVISoire INC.
600, rue de la Gauchetière ouest, Bureau 1900
Montréal (Québec) H3B 4L8

Objet : Dans l'affaire de l'administration provisoire de Agro Tech Ventures 1 Inc. et al.

Monsieur Phaneuf,

La présente fait suite à nos récents échanges concernant les informations contenues notamment au rapport daté du 21 octobre 2021 (le « **Rapport** ») déposé au dossier de la Cour n° 500-11-060024-219 dans le cadre de votre mandat d'administration provisoire de certaines entités, dont Gestion financière Cape Cove Inc. (« **Cape Cove** »).

Nous souhaitons vous faire part des éléments suivants en lien avec les questionnements que vous avez soulevés dans votre correspondance du 22 décembre 2021.

Structure corporative et participation de M. Audet dans 9368-2037 Québec inc. (« **9368** »)

Tel qu'indiqué précédemment, M. Audet fut erronément indiqué comme étant un actionnaire de 9368. Nous comprenons que l'admission par erreur de la pièce D-6 dans le cadre de la Déclaration commune du 31 mai 2021 ait pu contribuer à la confusion. Ceci étant, il nous apparaît important de réitérer que M. Audet n'a jamais été actionnaire de 9368.

En effet, les divulgations initiales faites auprès du Registraire des entreprises du Québec indiquaient correctement que M. Nick Tzaferis était l'unique actionnaire de 9368. À l'insu de M. Audet, ce dernier a déposé une demande de modification le 8 avril 2019 afin d'inclure M. Audet à titre d'actionnaire. Or, M. Audet n'est pas devenu actionnaire de 9368 et aucune documentation qui attesterait d'un tel changement n'a été signée par ou communiquée à M. Audet.

Ce n'est donc qu'à la lecture du Rapport que M. Audet fut informé de cette modification effectuée sans son consentement. Il a alors entrepris les démarches afin de faire rectifier la situation. Vous trouverez ci-joint la décision du Registraire des entreprises du Québec, qui accueille la demande de rectification de M. Audet et retire ce dernier de la liste des

actionnaires.

Vous y noterez que le Registraire confirme qu'il y a eu une démonstration suffisante que l'inscription de M. Audet à titre d'actionnaire le fut sans droit et qu'il n'y a eu aucune contestation de la requête. Nous joignons également un courriel transmis par M. Audet à M. Tzaferis, questionnant le changement apporté et l'informant des démarches visant à rectifier les informations contenues au Registre. Cette correspondance est demeurée sans réponse.

Nous réitérons donc que puisque M. Audet n'est pas – et n'a jamais été – actionnaire de 9368, il est inexact d'indiquer que M. Audet aurait, de concert avec 9368, « touché des montants bruts de près de 524 000\$ provenant des fonds des investisseurs », tel qu'affirmé au paragraphe 4.18 du Rapport. De même, il est inexact d'indiquer que M. Audet aurait, de concert avec 9368, obtenu une somme de 88 000\$ de la part de Malina (Tableau 4.29 du Rapport). M. Audet n'a pas été impliqué, ni directement ni indirectement, dans les activités de 9368 et ne peut être tenu responsable des actes posés par cette compagnie.

Prêts consentis à Agro Tech et Malina

En ce qui concerne le prêt consenti à Agro Tech, tel qu'indiqué dans les précédents échanges, il visait à permettre à Agro Tech de procéder à des investissements dans Corporation Globale Reiva inc. (25 000 \$), Aurora Wind Energy (25 000 \$) et 10494607 Canada inc. (30 000 \$). Tel qu'il appert des chèques ci-joints,¹ M. Audet a fait les versements directement à ces sociétés. Il s'agit donc d'investissements valides effectués auprès de sociétés tierces à partir des fonds personnels de M. Audet. Une convention de prêt est intervenue entre les parties afin de confirmer les termes de cette transaction. Toutefois, M. Audet n'a pas été en mesure de la retracer en date des présentes.

Au meilleur de son souvenir et de sa compréhension, M. Audet a été approché par Agro Tech, qui avait entamé des discussions avec les trois sociétés visées. Agro Tech souhaitait sécuriser les termes des investissements discutés, mais demeurait dans l'attente des autorisations finales afin de procéder à ses levées de fonds. De bonne foi, à la lumière de ces explications, M. Audet a accepté d'effectuer ce prêt sans intérêt à Agro Tech. Le prêt fut remboursé à M. Audet en tranches, soit 25 000\$ le 21 août 2018, 10 000\$ le 4 décembre 2018, 15 000\$ le 17 décembre 2018 et 30 000\$ le 26 février 2019. M. Audet est toujours en démarches auprès de la banque afin d'obtenir copie des chèques liés à ces remboursements.

Si tant est que ce n'est pas Agro Tech qui a remboursé directement M. Audet, ce dernier n'en a pas eu connaissance. Les chèques lui furent remis par M. Sean Gabriel et/ou Mme Kerasina Vountas, qui lui a indiqué qu'il s'agissait de remboursements pour le prêt consenti à Agro Tech. M. Audet a ainsi déposé les chèques, sans autre formalité.

En ce qui concerne le prêt consenti à Malina, la convention de prêt précédemment transmise confirme l'existence d'un prêt de 10 000\$, consenti par M. Audet à Société d'investissement Malina Énergie. Ce prêt fut remboursé le 3 mars 2021.

¹ Veuillez noter que M. Audet est toujours en démarches auprès de la banque afin d'obtenir copie du chèque no à l'ordre de Corporation Globale Reiva inc.

Finalement, en ce qui concerne la somme additionnelle de 1 300\$, grâce aux informations que vous nous avez transmises, M. Audet a pu retracer ce prêt consenti à Malina le 20 juillet 2020, remboursé en entier deux (2) jours plus tard, le 22 juillet 2020. Copie des instructions de virement bancaire transmises par M. Audet est jointe à la présente. Ce prêt fut accordé, à la demande de Mme Vountas, pour des besoins de liquidité bancaires de Malina afin de rencontrer le règlement d'un chèque qui devait être encaissé dans la journée du 20 juillet 2020. Selon les représentations de Mme Vountas, il s'agissait d'un enjeu de liquidités à très court terme, Malina devant recevoir incessamment des sommes importantes. De bonne foi, M. Audet a donc accepté de faire ce virement Interac.

À la lumière de ce qui précède, nous demeurons disponibles afin de discuter de la situation et des mesures pouvant être mises en place afin de rectifier la trame factuelle présentée aux tribunaux.

Cette lettre vous est transmise sans admission de quelque nature que ce soit et sous réserve de tous les droits et recours de notre client. Nous nous réservons également le droit de déposer la présente lettre à la Cour.

Dans l'attente de vos commentaires, veuillez agréer, Monsieur Phaneuf, l'expression de nos salutations distinguées,

LCM Avocats inc.



Marie-Noël Rochon

MNR/es

P.j. (3)

C.c. M. Robert Audet
Me Bernard Amyot et Me Fanny Albrecht, *LCM Avocats*
Me François Viau et Me Rachid Benmokrane, *Gowling WLG (Canada)*